



Tarbes le 29 avril 2020

Communiqué des syndicats CGT de l'Union Départementale des Hautes Pyrénées

## ***Lettre ouverte aux élu.e.s des Hautes-Pyrénées***

Par cette lettre ouverte, l'Union Départementale CGT des Hautes-Pyrénées et ses syndicats souhaitent interpeler l'ensemble des élu.e.s des Hautes-Pyrénées sur la question du déconfinement et plus particulièrement sur la réouverture des écoles et collèges telle qu'annoncée hier par le Premier Ministre devant le Parlement.

Après avoir décidé de fermer les établissements scolaires parce qu'ils pouvaient constituer un lieu de propagation du virus, ce gouvernement décide aujourd'hui contre l'avis du comité scientifique de les rouvrir<sup>1</sup>.

Face à ce virus, la communauté scientifique n'est pas aujourd'hui en mesure de quantifier le risque de contagiosité des enfants, d'affirmer que les gens infectés sont bien immunisés (et si oui pour quelle durée) ou de prédire la puissance potentielle d'une deuxième vague lié à un déconfinement non maîtrisé.

A l'inverse, le risque de transmission semble important dans les lieux de regroupement massif que sont les établissements scolaires et universitaires, avec des mesures barrières particulièrement difficiles à mettre en œuvre chez les plus jeunes. C'est dans ce contexte que le conseil scientifique a proposé au gouvernement de maintenir les crèches, les écoles, les collèges, les universités fermés jusqu'au mois de septembre...

Six Français sur dix sont défavorables à la réouverture progressive des écoles à compter du 11 mai, selon un sondage Odoxa/FranceInfo/Le Figaro. Nombre de nos concitoyen.ne.s prévoient même de ne pas envoyer leurs enfants en classe. Des maires ont d'ores et déjà annoncé qu'ils ne rouvriraient pas l'école communale.

En ignorant l'avis scientifique, l'opinion populaire, ce gouvernement prouve une nouvelle fois son amateurisme, son incompetence, et qui plus est ses incohérences. Les premières communications et décisions prises ont en effet été contraintes par la pénurie d'équipements de protection.

Désormais, le Premier Ministre dans son discours au Parlement fait le choix de minimiser les recommandations scientifiques pour mieux s'enfermer dans une logique désastreuse du point de vue sanitaire.

---

<sup>1</sup> Cette position du Conseil Scientifique a été explicitée dans son avis n°6 et dans sa note « Enfants, écoles et environnement familial dans le contexte de la crise COVID-19 », tous deux publiés le 25 avril au soir.

En cherchant à assurer la garde des enfants (nous comprenons ainsi l'annonce d'accueillir les élèves de 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>), il répond de toute évidence aux demandes formulées par une partie du patronat soucieux de faire reprendre le travail aux salariés au plus vite.

Dans sa fuite en avant, soucieux de ne jamais devoir rendre compte aux citoyen.ne.s de ce pays, le gouvernement s'exonère de toute responsabilité politique et juridique, en renvoyant celle-ci aux collectivités et aux parents.

Nous ne sommes plus face à un ETAT protecteur, mais à un gouvernement aux abois adoptant un comportement de défaisse permanente, sciemment pensé, Nous demandons solennellement aux élu.e.s des Hautes-Pyrénées de prendre la mesure de leurs responsabilités dans cette affaire.

Les enfants, les travailleurs (enseignants, administratifs et territoriaux) ne sont pas de la chair à canon. Les Maires paieraient à la place de l'Etat le prix fort, si cette histoire tournait mal.

Au vu de toutes ces inconnues et contre-indications, nous demandons aux élu.e.s hauts-pyrénéens de ne pas jouer aux apprentis sorciers, et de préserver la santé des enfants et des personnels en appliquant **le principe de précaution**.

Il ne faut pas rouvrir les écoles et collèges au risque de relancer l'épidémie et se retrouver dans une situation sanitaire pire encore.

Notre responsabilité est collective et la vie démocratique doit rythmer l'ensemble des décisions politiques.

Veillez croire, mesdames et messieurs les élu.e.s, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Pour l'UD CGT des Hautes Pyrénées, Angélique Samaran et Ludovic Arberet

Pour le syndicat CGT Educ'action des Hautes Pyrénées, Frédéric Marfaing

Pour le syndicat CGT de la Mairie de Tarbes, Gilles Haurie